

Crises environnementales et organisations.

Regards en communication environnementale.

Andrea Catellani
PCOM - LASCO
UClouvain
andrea.catellani@uclouvain.be

Céline Pascual Espuny
IMSIC
Aix-Marseille Université
celine.pascual@univ-amu.fr

François Allard Huver
CREM
Université de Lorraine
francois.allard-huver@univ-lorraine.fr

Catherine Loneux
PREFics
Université Rennes 2
catherine.loneux@univ-rennes2.fr

Françoise Bernard
IMSIC
Aix-Marseille Université
francoise.bernard@univ-amu.fr

Nicole D'Almeida (à confirmer)
GRIPIC
Sorbonne Université
nicole.d_almeida@sorbonne-universite.fr

Mots-clés

Crise, écologie, environnement, organisations, communication organisationnelle

1. CONTEXTUALISATION DU PANEL

Le champ émergent de la recherche sur la communication environnementale analyse les relations entre l'humain et la nature, et les impacts de l'humanité sur l'environnement et de l'environnement sur la société, du point de vue des aspects communicationnels de ces interactions complexes. Dans ce contexte, les crises semblent constitutives : la communication environnementale a des prémices contestataires, engagés, militants. Elle s'est étoffée et construite Outre Atlantique sur des questions de préservation et de Nature sauvage (« Wild »), de gestion d'espaces naturels, autour de campagnes de communication menées par les institutions et les ONG naissantes, alors qu'en Europe, et plus particulièrement en France, Thierry Libaert caractérise les premières initiatives professionnelles relevant de la communication environnementale lors de situations d'abord crisogènes ou contestataires, puis portées par les associations et enfin gagnant le champ institutionnel et se distillant dans le champ public et politique.

La nature des crises environnementales affrontées est multiple, protéiforme, polysémique. Les enjeux sont multi scalaires et ont des conséquences sociétales immédiates. Rien de comparable entre le changement climatique et la perte de la biodiversité, d'un côté, et la crise réputationnelle pour greenwashing de l'ARPP (l'autorité de régulation de la publicité en France) de l'autre. Et pourtant... Des liens entre ces phénomènes existent, le micro exprime et fait évoluer le macro, et ce dernier exerce une pression certaine sur les acteurs organisationnels.

Les chercheurs en communication environnementale croisent des logiques et des problématiques crisogènes dans la plupart de leurs recherches. S'ils envisagent

l'organisation au sens large, dans une posture souvent "méta", ils analysent néanmoins la mise en tension des organisations lors des crises et face aux crises, et les effets sur le plan interactionnel, discursif, de la production de comportements signifiants et de textualités multimodales.

Prendre le prisme de la communication environnementale pour envisager la thématique éminemment environnementale de ce colloque proposé par Org & Co permet de proposer un panel en miroir et de déplacer les analyses. Tous les panélistes proposés ont un double regard, porté dans chacun des GER. Cette double posture, doublement ancrée, permet une maturité du propos et des analyses : il s'agira à chaque fois d'envisager la crise et la communication organisationnelle par le prisme de la communication environnementale, dans une réflexion transversale aux thématiques du colloque.

Nous envisageons dans ce panel d'aborder tous les thèmes transversaux soulignés par le colloque. Ainsi, en croisant les regards et les recherches menées par chacun, nous nous focaliserons sur la crise environnementale prise de manière large et multidimensionnelle : dans toutes ces échelles et qualités (méta, méso, micro), à différents stades de maturité (de sa latence, des alertes à l'expression événementielle), dans toutes ses évolutions (de la controverse au drame) pour envisager les tensions organisationnelles indues et leurs lignes de rupture (cognitives, affectives, sensibles).

L'objectif de notre propos est de partir de la crise environnementale, telle que nous l'analysons en communication environnementale, pour aller vers la communication des organisations. En deuxième lieu, notre objectif est bien de tracer des liens et une complémentarité entre les deux champs disciplinaires, rapprochés par cet objet d'étude commun. Nous

proposons ainsi un exercice introspectif et réflexif à chacun de nos panélistes qui a ce double ancrage.

Ce panel propose ainsi un concert de voix, avec des orientations différentes sur le plan méthodologique et épistémologique, mais un intérêt commun pour la présence de l'environnement dans les phénomènes info-communicationnels qui touchent les organisations, et à l'ambition de proposer un état des lieux qualitatif des recherches en communication environnementale qui s'intéressent aux relations entre organisations et crises environnementales.

Études de cas :

2. INTERVENTION 1 – Catherine Loneux

D'un point de vue des politiques publiques en France, des stratégies de communication institutionnelle et à visée régulationniste, croisent avec des éléments de communication de crise. Ces stratégies visent à atteindre une sorte de performance sociétale et politique en matière environnementale.

La crise environnementale fait peser une forme de pression sur les politiques publiques et acteurs étatiques qui sont tenues d'évoluer et de se repositionner en permanence, en fonction des recompositions des représentations des citoyens notamment, autour de l'environnement. Autant de textes de lois qui font l'objet, dans le cours de leur construction législative, de discussions, de processus de négociation entre acteurs multiples issus des entreprises, des parties prenantes, des ONG, des interprofessions concernées.

Le thème que nous choisissons d'aborder est relié à ces « changements », ces « évolutions » en matière de politiques publiques. Ils sont perceptibles par exemple dans des lois touchant à l'air, à l'alimentation, l'agriculture, la biodiversité, la transition écologique, l'économie circulaire, etc.

Souvent des contextes de crise préfigurent ces mesures législatives. Des lignes de rupture sont à la genèse de ces textes de loi, au plan cognitif peut-être, c'est en tout cas notre hypothèse. En effet, les soft laws qui sont des dispositifs d'autorégulation préfigurent souvent les textes de loi. Elles sont accompagnées de discours de crise qui « poussent » vers plus de législatif.

3. INTERVENTION 2 – François Allard Huver – Les organisations face aux controverses dans les crises environnementales. Le cas de l'agriculture.

Dans le cadre de ce panel, nous avons fait le choix de nous pencher sur un secteur d'activité exposé à de nombreuses controverses environnementales et au cœur d'injonctions paradoxales : l'agriculture. En effet, bien qu'il subisse pleinement les conséquences des crises

environnementales dans un contexte de tensions alimentaires, le secteur agricole est également bien souvent accusé d'être un important émetteur de CO₂, de contribuer à la disparition de la biodiversité, d'appauvrir les réserves en eau, voire de menacer la santé des populations (pesticides, rejets polluants, etc.). Dans ce cadre comment certaines organisations – industrie agro-alimentaire, société civile, syndicats agricoles – communiquent-elles sur les controverses environnementales ?

4. INTERVENTION 3 – Françoise Bernard

Les enjeux cruciaux liés aux thèmes de l'environnement sont étudiés dans le champ de l'information et de la communication à partir et autour des interrelations entre des dimensions et des notions plurielles : discours, actions, circulation inter médiatique, communication inter organisationnelle, controverses, débat public, parties prenantes, etc. L'actualité, notamment en Europe et en France, montre à la fois la généralisation de la préoccupation environnementale et la fragilité de ses ancrages dès lors que d'autres « urgences » émergent. Quatre points peuvent être soulignés.

Premièrement, dans un tel paysage, l'ancrage organisationnel semble plus que jamais pertinent afin que des pratiques écologiques émergent au plus près des acteurs, des terrains, des territoires.

Deuxièmement, des compositions et recompositions sociocognitives, socioculturelles sont en cours qui peuvent être examinées en consolidant le dialogue entre les savoirs constitués dans différentes disciplines (sciences de l'environnement, anthropologie, psychologie sociale, sciences de l'information et de la communication, économie, droit, sciences politiques ...).

Troisièmement les questions des formes d'engagement des acteurs sociaux, professionnels et des « publics » et celles des modalités de leurs articulations dans la définition d'une politique publique éco responsable sont des questions centrales.

Enfin, quatrièmement, comment les questions et résultats de recherche peuvent-ils contribuer à nourrir les débats dans les espaces publics, auprès des instances décisionnelles ?

5. INTERVENTION 4 – Nicole D'Almeida (à confirmer).

RÉFÉRENCES

Bernard, F. (2014). Imaginaire, participation, engagement et empowerment. Des notions pour penser la relation

entre risques et changements. *Communication et organisation*, (45), 87-98.

Catellani, A. (2018). Environmentalist Multi-modal Communication: Semiotic Observations on Recent Campaigns. S., Roberts-Bowman & S., Collister (eds.), *Visual Public Relations: Strategic Communication Beyond Text*. Routledge, pp. 161-176.

Catellani, A., Pascual Espuny, C., Malibabo Lavu, P., et Jalenques Vigouroux, B. (2019). Les recherches en communication environnementale. *Communication*, 36(2). DOI: 10.4000/communication.10559.

d'Almeida, N. (2012). *Les promesses de communication*. Presses universitaires de France.

Loneux, C. (2016). La Responsabilité Sociale des Entreprises comme Soft Law : Formes et enjeux de régulation, de dialogue et de frontières. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, (9). <https://doi.org/10.4000/rfsic.2284>

Libaert, T., & Allard-Huver, F. (2014). La communication sur les sujets sensibles au prisme des sciences de l'information et de la communication. *Communiquer. Revue de communication sociale et publique*, (11), 81-100.

Pascual Espuny, C. (2014). La société civile, de l'alerte à la controverse médiatisée. *Communication et organisation*, (45), 115-126.